



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00670

Numéro SIREN : 799 374 772

Nom ou dénomination : 2LKS

Ce dépôt a été enregistré le 13/01/2014 sous le numéro de dépôt 3016



1400301904

DATE DEPOT : 2014-01-13  
NUMERO DE DEPOT : 2014R003016  
N° GESTION : 2014B00670  
N° SIREN : 799374772  
DENOMINATION : 2LKS  
ADRESSE : 2 bis rue Dupont De L'Eure 75020 Paris  
DATE D'ACTE : 2013/12/11  
TYPE D'ACTE : ACTE  
NATURE D'ACTE : LISTE DES SOUSCRIPTEURS

## LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Dénomination ... 2LKS .....

Forme juridique... SAS .....

au capital de 1.000 euros .....

Siège social 2 bis rue Dupanloup l'EURE  
75020 PARIS .

Société en cours de constitution

Nombre total d'actions souscrites : 100  
Valeur nominale de chaque action : 10 euros .

Souscripteurs*	Nombre d'actions souscrites	Montant des actions souscrites (en euros)	Montant des actions libérées (en euros)
LAURENT Karine, 8 rue Emile Duploye 77000 REZUN	40	400 €	400 €
LAURENT Sabrina épouse LAUTRU 28 rue de Montereau 77148 SALINS .	40	400 €	400 €
LAUTRU David 28 rue de Montereau 77148 SALINS .	20	200 €	200 €

\*Tous les souscripteurs doivent être mentionnés.

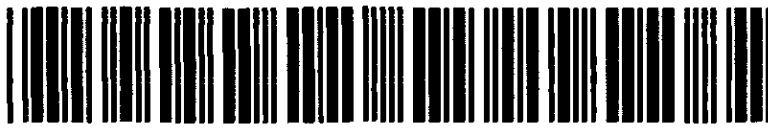
S'il s'agit de personnes physiques, préciser les noms, prénoms et adresse

S'il s'agit de personnes morales, préciser la dénomination, la forme juridique, le capital social et le n° RCS

Fait à Paris ..... le 11/12/2013 .

Signature du représentant légal M./Mme/Mlle. LAUTRU David Président .





1400301903

DATE DEPOT : 2014-01-13  
NUMERO DE DEPOT : 2014R003016  
N° GESTION : 2014B00670  
N° SIREN : 799374772  
DENOMINATION : 2LKS  
ADRESSE : 2 bis rue Dupont De L'Eure 75020 Paris  
DATE D'ACTE : 2013/12/06  
TYPE D'ACTE : CERTIFICAT  
NATURE D'ACTE : ATTESTATION BANCAIRE

## ATTESTATION DE DEPOT Pour constitution de capital social

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie,  
représentée par BOSSELUT EMMANUELLE dûment habilitée à l'effet de la présente,

- certifie avoir reçu en dépôt la somme de 1000,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation au capital de 1000 euros :

S.A.S. 2 L KS  
2 BIS RUE DUPONT DE L'EURE  
75020 PARIS

sur un compte bloqué dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°97502796279, jusqu'à la date d'immatriculation de la société.

Liste des souscripteurs et mention des sommes versées par chacun d'eux :

MLE LAURENT KARINE , né(e) le 30/01/1978 à PARIS 14  
Montant souscrit : 400,00 euros déposés le 06/12/2013

MADAME LAUTRU SABRINA , né(e) LAURENT le 17/10/1981 à EVRY  
Montant souscrit : 400,00 euros déposés le 06/12/2013

M. LAUTRU DAVID , né(e) le 30/03/1980 à MELUN  
Montant souscrit : 200,00 euros déposés le 08/12/2013

- et certifie avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque souscripteur sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

La Caisse Régionale, dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait le 06/12/2013 en 2 exemplaires à MEAUX SIEGE DPT BANCAIRE

Signature du représentant de la Caisse Régionale  
BOSSELUT EMMANUELLE

*Les informations personnelles recueillies pourront faire l'objet de traitements informatisés. Vous pouvez conformément à la loi accéder aux informations vous concernant, les faire rectifier, vous opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation à des fins commerciales, en écrivant par lettre simple au siège social de votre Caisse Régionale de Crédit Agricole.*

 **CRÉDIT AGRICOLE  
BRIE PICARDIE**

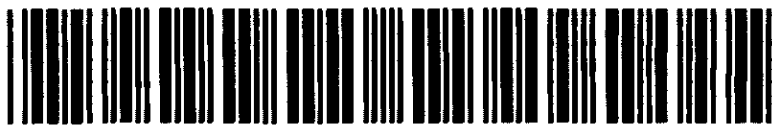
Agence de Montereau Fault Yonne

1, rue de la Popinière Royale

77130 Montereau Fault Yonne

Tél. : 01.64.70.55.68

Fax : 01.64.70.55.89



1400301902

DATE DEPOT : 2014-01-13  
NUMERO DE DEPOT : 2014R003016  
N° GESTION : 2014B00670  
N° SIREN : 799374772  
DENOMINATION : 2LKS  
ADRESSE : 2 bis rue Dupont De L'Eure 75020 Paris  
DATE D'ACTE : 2013/11/25  
TYPE D'ACTE : ACTE  
NATURE D'ACTE : NOMINATION DE PRESIDENT

## 2L KS

Société par Actions Simplifiée au capital de 1000 euros  
Siège Social : 2 bis rue Dupont de l' Eure – 75020 PARIS

**.EN COURS DE CONSTITUTION**

### ACTE DE NOMINATION DU PRESIDENT

Les soussignés,

- LAUTRU David, marié à LAURENT Sabrina sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, né le 30 mars 1980 à MELUN (77), de nationalité Française et demeurant au 28 rue de Montereau (77148) SALINS
- LAURENT Sabrina, mariée à LAUTRU David sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, née le 17 octobre 1981 à EVRY (91), de nationalité Française et demeurant au 28 rue de Montereau (77148) SALINS
- LAURENT Karine, célibataire, née le 30 janvier 1978 à PARIS (75014), de nationalité Française et demeurant 8 rue Emile Duployé (77000) MELUN

Se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société 2L KS pour désigner d'un commun accord le premier Président de la Société, conformément aux dispositions de l'article 14 des Statuts de ladite Société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

#### **I – Nomination du Président**

Les soussignés nomment en qualité de Président de la Société :

LAUTRU David demeurant 28 rue de Montereau (77148) SALINS, pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la Société aura été immatriculée du Registre du Commerce et des Sociétés, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

#### **II – Pouvoirs du président**



Le Président exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au titre de l'article 16 des Statuts.

#### **III – Rémunération du Président**

La rémunération du Président sera fixée ultérieurement.

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Fait à PARIS,  
Le 25 Novembre 2013

  
"Lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de président" 



1400301901

DATE DEPOT : 2014-01-13

NUMERO DE DEPOT : 2014R003016

N° GESTION : 2014B00670

N° SIREN : 799374772

DENOMINATION : 2LKS

ADRESSE : 2 bis rue Dupont De L'Eure 75020 Paris

DATE D'ACTE : 2013/11/25

TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS

NATURE D'ACTE :

## SAS 2 L KS

Société par actions simplifiée  
Au capital de 1000 euros

Siège social : 2 Bis rue Dupont de l'Eure – 75020 PARIS  
Registre du commerce et des sociétés de PARIS

Société en cours de constitution

### STATUTS

LES SOUSSIGNES :

1° LAUTRU David

Né le 30 mars 1980 à MELUN (77)

Demeurant 28 rue de Montereau (77148) SALINS

Marié à LAURENT Sabrina sous le régime de la communauté réduite aux acquêts

Nationalité FRANCAISE

2° LAURENT Sabrina épouse LAUTRU

Née le 17 octobre 1981 à EVRY (91)

Demeurant 28 rue de Montereau (77148) SALINS

Mariée à LAUTRU David sous le régime de la communauté réduite aux acquêts

Nationalité FRANCAISE

3° LAURENT Karine

Née le 30 janvier 1978 à PARIS (14<sup>ème</sup>)

Demeurant 8 rue Emile Duployé (77000) MELUN

Nationalité FRANCAISE

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par action simplifiée devant exister entre eux.

#### Article 1 : Forme

La société est constituée sous forme de société par action simplifiée régie par le code de commerce, les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

La société est constituée d'un actionnaire ou plus.

SAS du 28/11/13 : OW  
AA  
CA du 6/12/13 : AT  
AA du 11/12/13 : LH

Grefte du tribunal  
de commerce de Paris  
Acte déposé le :

13 JAN. 2014

Sous le N° :

3016 [Signature]

KL  
SC  
DL

Elle ne peut pas procéder à une offre au public mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

## **Article 2 : Objet**

La société a pour objet :

- *l'étude, la conception et la commercialisation de projets et tous produits et services pour l'industrie, le médical, les laboratoires, les professions libérales et les particuliers.*
- *La fabrication, la transformation et la commercialisation de certains produits s'y rattachant.*
- *Le conditionnement spécifique pour le milieu hospitalier et médical*

Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant favoriser son développement.

La participation directe ou indirecte à toutes personnes morales existante ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social.

## **Article 3 : Dénomination sociale**

La dénomination de la société est : **2 L KS**

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots «société par action simplifiée» ou de l'abréviation «SAS» de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).

## **Article 4 : Siège social**

Le siège social de la société est *2 Bis rue Dupont de l'Eure – 75020 PARIS*

Il peut être transféré en tout lieu, en France, par décision du Président.

## **Article 5 : Durée**

La durée de société est fixée à 99 ans compter de la date d'immatriculation au RCS. Cette durée pourra être prolongée ou réduite.

## **Article 6 : Exercice social**

L'exercice social de la société débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

Toutefois le premier exercice débute le 1<sup>er</sup> décembre 2013 et se termine le 31 décembre 2014.

VSL  
SL  
OL

## Article 7 : Apports

Les soussignés font apport à la société, des sommes suivantes :

1° LAUTRU David apporte à la société la somme de deux cents euros (200 €).

2° LAURENT Sabrina épouse LAUTRU apporte à la société la somme de quatre cents euros (400 €).

3° LAURENT Karine apporte à la société la somme de quatre cents euros (400 €)

Soit un total d'apport formant le capital social de mille euros (1000 €).

Le capital social a été entièrement libéré

Le capital libéré a été déposée le 05 décembre 2013 au crédit du compte n° 97502796279 ouvert au nom de la société en formation auprès du CREDIT AGRICOLE Brie Picardie, 1 rue de la Pépinière Royale (77130) MONTEREAU FAULT YONNE.

Cette somme sera retirée par la présidence sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au RCS.

Les apports en numéraire non libérés immédiatement seront versés au compte de la société, sur appel de fonds de la présidence et au plus tard dans les 5 ans qui suivent l'immatriculation de la société.

## Article 8 : Capital social

Le capital social de la société est fixé à la somme de 1000 € (mille euros).

Il est divisé en 100 actions attribuées aux actionnaires en proportion de leurs apports et réparti de la façon suivante :

1° LAUTRU David	20 actions.
2° LAURENT Sabrina épouse LAUTRU	40 actions
3° LAURENT Karine	40 actions

Soit un total d'actions composant le capital social égal à 100 actions (cent actions)

## Article 9 : Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport de la présidence.

Le capital social peut être augmenté par émission d'actions ordinaires ou de préférence, ou en augmentant la valeur nominale des actions existante.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

KL  
SL  
OL

Les actionnaires peuvent déléguer à la présidence les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

#### **Article 10 : Actions**

Les actions sont nominatives et sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur.

Elles sont indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire de leur choix.

A défaut d'accord entre eux, un mandataire est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Si une action est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier. Les titulaires d'actions dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux d'une autre répartition. Ils doivent alors en informer la société par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social. La société est tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après la réception de cette information.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

#### **Article 11 : Transmission des actions**

Les actions se transmettent librement entre actionnaires, entre ascendants et descendants, et entre conjoints. A peine de nullité les autres transmissions d'actions doivent être agréées dans les conditions suivantes :

- liberté de cession entre associés et agrément pour les cessions à toute autre personne.
- **Agrément des cessions**

Lorsque la société a plus d'un actionnaire, les actions ne peuvent être transmises à des personnes étrangères à la société qu'après que la cession ait été agréée dans les conditions prévues au présent article.

Lors que l'agrément est nécessaire, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des actionnaires.

Dans les huit jours à compter de la notification, la présidence doit provoquer une réunion des actionnaires.

La cession doit obtenir le consentement des actionnaires statuant à la majorité des voix. L'actionnaire qui a notifié le projet de transfert est pris en compte pour le calcul de la majorité.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications à la société et aux actionnaires, la cession est réputée acceptée.

Si la société refuse de donner son accord, les actionnaires doivent, dans les trois mois à compter de ce refus, acheter ou faire acheter les actions à un prix payable comptant et fixé d'un commun accord ou, à défaut, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Les frais d'expertise éventuels sont à la charge de la société.

A la demande de la présidence, ce délai peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du code civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

La société peut également dans ces mêmes délais et avec l'accord de l'actionnaire cédant, réduire son capital du montant de la valeur nominale des actions et de racheter ces actions au prix déterminé d'un commun accord ou, à défaut, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Le président du tribunal de commerce du lieu du siège social peut accorder, sur justification un délai maximum de deux ans pour payer le rachat de ces actions. Il statue par voie d'ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

#### - Transmission des actions par décès

En cas de décès d'un actionnaire, la transmission de ses parts à un autre actionnaire, à son conjoint, ses ascendants et descendants est libre.

Les autres transmissions sont soumises à l'agrément des associés dans les conditions prévues dans les présents statuts.

### **Article 12 : Modifications dans le contrôle d'un actionnaire**

En cas de modification du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer la société par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la présidence dans un délai de quinze jours suivant le changement de contrôle.

Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux associés exerçant le contrôle.

Le contrôle s'entend au sens de l'article L 233-3 du code de commerce.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société actionnaire concernée pourra être exclue de la société.

Dans le délai de trente jours à compter de la réception de la notification, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion de la société actionnaire.

Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans ce délai, elle sera réputée avoir accepté le changement de contrôle de l'actionnaire.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent notamment à la société qui devient actionnaire à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

KL  
SL  
a

### **Article 13 : Exclusion d'un actionnaire**

L'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- violation des statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social de la société ;
- condamnation pénale d'un actionnaire ;
- changement de contrôle d'une société actionnaire ;
- non respect de la procédure d'agrément des transmissions d'actions ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un actionnaire.

L'exclusion est décidée par une décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix. L'actionnaire visé par la mesure d'exclusion peut participer au vote au même titre que les autres actionnaires.

La décision collective doit aussi, dans les mêmes conditions, statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs. Elle peut aussi décider de réduire le capital.

La décision collective d'exclusion est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'actionnaire exclu.

Elle prend effet à la date de première présentation du pli.

L'exclusion entraîne la suspension des droits non pécuniaires attachés aux actions de l'associé exclu.

Les actions de l'associé exclu doivent, en cas de rachat, être cédées dans les quinze jours de la décision aux personnes désignées par la décision collective des actionnaires.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

### **Article 14 : Présidence de la Société**

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaires ou non de la société.

Lorsque la société est présidée par une personne morale, celle-ci est représentée par son ou ses dirigeants sociaux.

Le président est désigné par décision collective des actionnaires dans les conditions des décisions ordinaires.

### **Article 15 : Durée des fonctions de la présidence**

La durée des fonctions du président est fixée par la décision collective qui le nomme.

Le président est révocable par décision collective ordinaire des actionnaires.

RL  
SL  
DL

En cas de décès du président, tout associé ou le commissaire aux comptes de la société, s'il en existe un, peut convoquer l'assemblée générale des actionnaires, pour le remplacer. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours:

#### **Article 16 : Pouvoirs de la présidence**

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers.

Il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite des présents statuts et des dispositions réglementaires.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

#### **Article 17 : Décisions collectives des actionnaires**

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour les modifications des statuts, à l'exclusion toutefois du changement de siège social, qui est de la compétence du président.

Elle est aussi compétente pour les décisions suivantes :

- dissolution de la société ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la société et la présidence ou les associés ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote ;

Les consultations peuvent prendre toutes les formes prévues par la loi : assemblée générale, visioconférence, consultation par internet ou autres.

Sauf stipulations contraires et expresses des présents statuts ou de la loi, les décisions collectives des actionnaires sont prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Toutefois, lorsque des dispositions légales le prévoient, les décisions collectives des actionnaires sont prises à l'unanimité.

#### **Article 18 : Droit de communication et d'information**

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du président et/ou des commissaires aux comptes s'il en existe, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires quinze jours avant la date prévue de la décision des actionnaires.

KZ  
SL  
OL

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du président et des rapports des commissaires aux comptes, s'il en existe.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

#### **Article 19 : Commissaire aux comptes**

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements.

En dehors de ces cas, les actionnaires peuvent désigner un commissaire aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

#### **Article 20 : Conventions entre la société et ses dirigeants**

Toute convention directe ou indirecte intervenue entre la société d'une part et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant d'autre part doit être portée à la connaissance du président dans le mois de sa conclusion. Le contrôle s'entend au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Le président présente aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec le ou les actionnaires concernés au cours de l'exercice écoulé.

Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent au président et aux dirigeants de la société.

Lorsque la société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président l'informe des conventions réglementées. C'est alors ce dernier qui présente le rapport mentionné ci-dessus.

#### **Article 21 : Approbation des comptes annuels**

Le président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du président et, le cas échéant, des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

KL  
SL  
OL

## Article 22 : Affectation et répartition des résultats

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa participation dans le capital social.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

## Article 23 : Liquidation de la société

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective des actionnaires décide du mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## Article 24 : Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

## Article 25 : Formalités de publicité - Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Fait à PARIS

Le 25 Novembre 2013

En 4 originaux

Pour acceptation de la fonction  
de Président. *Soub*

*Kaouert*  
*Soub*  
*Steeh*

KL  
SL  
DL.